



Les droits des jeunes filles sont en danger

- Camille Romain des Boscs Directrice générale de l'ONG [Vision du Monde](#) ,
- le 11/10/2021 à 06:00
- Modifié le 11/10/2021 à 08:00

Lecture en 2 min.

Commenter

- Réagir

Envoyer par mail

- Envoyer

Partager sur Facebook

- Partager

Partager sur Twitter

Twitter

La pandémie de Covid-19 et toutes ses conséquences indirectes (économiques, sociales, migratoires...), ajoutées aux crises de la faim et tourments politiques, font de 2021 une année noire pour les droits des enfants et en particulier des jeunes filles. En exacerbant la fragilité de populations déjà vulnérables, la pandémie vient stopper les progrès réalisés en matière de protection de l'enfance. C'est le constat alarmant que dressent les équipes du réseau [World Vision](#) , auquel appartient [Vision du Monde](#) .

À l'occasion de la Journée internationale des droits des filles, il est urgent de prendre conscience de la situation dramatique que vivent un grand nombre d'entre elles dans les contextes fragiles. Une étude menée par notre réseau international [World Vision](#) (1) met en lumière une hausse sans précédent des mariages précoces ! Avant cette crise mondiale, nous estimions déjà à 12 millions le nombre de jeunes filles mariées avant leurs 18 ans, soit 22 jeunes filles chaque minute. Mais si nous n'agissons pas rapidement, ce sont 10 millions de filles supplémentaires qui vont être victimes de cette terrible pratique qui obère la santé physique et morale des enfants et leur avenir.

Entre mars et décembre 2020, les mariages d'enfants ont pratiquement doublé par rapport à l'année précédente. Une tendance qui s'explique par la pauvreté galopante et la fermeture des écoles. Dès le début de la pandémie, les familles les plus pauvres ont perdu 60 % de leurs revenus. Marier les filles est devenu alors une solution pour sauver l'enfant et sa famille de la faim.

En parallèle de ces phénomènes de mariage précoce, une autre réalité vient assombrir l'avenir des jeunes filles : privées d'éducation par les fermetures scolaires liées à la pandémie, elles risquent d'être 11 millions à ne jamais retrouver les bancs de l'école. En restant à la maison, elles ont non seulement été davantage exposées à des violences physiques et psychologiques (mariages et grossesses précoces, mutilations génitales féminines, travail forcé...), mais elles se sont vu et se voient désormais confier, à leurs dépens, un rôle jugé incompatible avec un retour à l'école.

En tant que directrice de l'ONG [Vision du Monde](#) , je fais le constat quotidien que les filles ont une capacité immense à faire bouger les lignes, à redresser des situations qui semblaient désespérées. Une soif d'apprendre, de créer, de rêver, de vivre pleinement sa vie ! Il est de notre devoir de faire en sorte que chacune d'entre elles, de la France à



l'Afghanistan, puisse avoir la chance de bien grandir parmi les siens.

Protéger chaque fille de toute forme de violence, c'est participer à bâtir une société plus juste où grandissent des hommes et des femmes debout, dans laquelle l'accès à l'éducation et à une vie choisie permet, à chacun et chacune, le développement de ses talents et de tout son potentiel.

Les violences faites aux filles et les mariages précoces ne sont pas inéluctables. **Vision du Monde** appelle la communauté internationale à prendre ses responsabilités en matière de justice sociale et économique, afin de faire respecter partout dans le monde les engagements pris en matière des droits de l'enfant et en particulier des jeunes filles. C'est notre Espérance. C'est notre devoir.

